



CONJONCTURE ECONOMIQUE

Synthèse économique de 2025

Une reprise timide, malgré la baisse des taux d'intérêt et de l'inflation

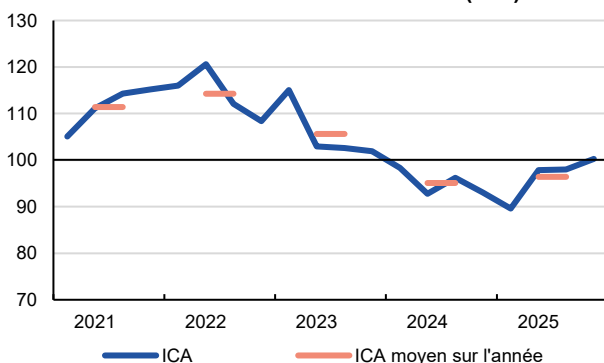
Le climat des affaires s'est modérément amélioré en 2025. La reprise économique est freinée par le passage du cyclone Garance, l'épidémie de chikungunya, et les incertitudes budgétaires et internationales. Les effets du redressement de l'emploi privé et de la baisse de l'inflation ne se sont pas encore pleinement traduits dans la consommation des ménages, dont l'épargne financière a augmenté. Les taux d'intérêt ont continué à baisser en 2025, favorisant un retournement de l'investissement résidentiel et une hausse de la production de crédits aux entreprises au second semestre. Les performances financières ont été meilleures en 2025 pour une majorité de secteurs, dont celui des services qui pèse lourd dans l'économie du territoire. L'accélération de la reprise en 2026 est toutefois menacée par les conséquences du conflit au Moyen-Orient sur les prix des hydrocarbures, et par les perspectives contraintes des finances publiques.

Une reprise économique encore timide en 2025 à La Réunion

Le climat des affaires se redresse en 2025

L'indicateur du climat des affaires (ICA) synthétisant l'opinion des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, progresse légèrement à 96,4 points en moyenne sur l'année, après 95,1 points en 2024. L'ICA a atteint son point bas au premier trimestre 2025, et s'est redressé depuis, pour se stabiliser au niveau de sa moyenne de longue période. Il suggère qu'une reprise est à l'œuvre, qui met fin au ralentissement progressif de la croissance de l'activité observée depuis mi-2022.

Indicateur du climat des affaires (ICA)



Source : Enquête de conjoncture - ©IEDOM

Les chefs d'entreprise estiment que leur chiffre d'affaires (CA) a augmenté de 0,3 % en 2025 en moyenne, contre - 0,8 % l'année précédente. Les soldes d'opinion concernant l'activité, les effectifs et les

prévisions d'investissement sont de nouveau positifs et orientés à la hausse en fin d'année.

Cette reprise reste néanmoins timide. Elle est d'abord contrariée par les conséquences de deux chocs exogènes locaux : le passage du cyclone Garance et l'épidémie de chikungunya. Fin février, le passage du cyclone Garance sur La Réunion a causé des dégâts considérables dans les exploitations agricoles, sur les bâtis (principalement des maisons individuelles) et sur les routes. La moitié des entreprises interrogées par l'IEDOM a déclaré être affectée par les conséquences du passage du cyclone. Au total pour l'économie de l'île, les seuls dégâts assurés s'élèvent à 400 millions d'euros d'après France Assureurs. Par ailleurs, au premier semestre, la propagation du chikungunya à La Réunion atteint un seuil épidémique. Plus des trois quarts des entreprises répondant à l'enquête de conjoncture de l'IEDOM déclarent avoir subi des impacts sur leur activité (absentéisme, baisse de CA...) de l'épidémie au deuxième trimestre.

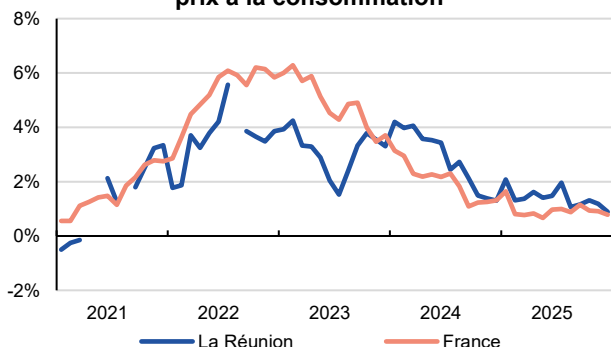
Au second semestre, la reprise est freinée par le niveau d'incertitude budgétaire. En particulier, les discussions autour de la modulation des exonérations de charges prévues par la LODEOM et la suppression des aides publiques à l'investissement (finalement abandonnées) ont concentré l'attention à La Réunion. Les débats parlementaires de l'automne sur le projet de loi de Finances ont contribué à figer les décisions d'investissement et de dépenses des agents économiques. 63 % des professionnels réunionnais interrogés dans l'enquête de conjoncture jugent que leur

activité est affectée par cette incertitude politique au niveau national.

Une inflation divisée par deux

L'inflation est divisée par deux à La Réunion par rapport à l'année précédente, pour s'établir à +1,4 % en moyenne annuelle en 2025. Cette baisse résulte du ralentissement de l'activité sur le territoire, de la baisse des prix de l'énergie, et du resserrement de la politique monétaire de l'Eurosystème à partir de juin 2024. Mesurée en glissement annuel, l'inflation à La Réunion atteint 0,9 % fin décembre, soit un niveau identique à l'inflation hexagonale qui lui était supérieure depuis deux ans.

Évolution annuelle (ga) de l'indice des prix à la consommation



Source : Insee, données mensuelles - ©IEDOM

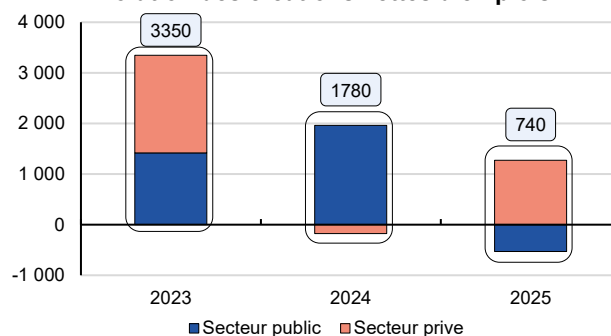
Dans le détail, la baisse des prix de l'énergie (-7,6 % en moyenne annuelle) contribue significativement à la modération de l'inflation (-0,5 pp) en 2025. Les prix de l'alimentation augmentent quant à eux de 2,1 % (pour une contribution de +0,4 pp). Cette évolution masque deux dynamiques contraires. D'une part, les prix des produits frais (fruits, légumes, poissons frais) baissent en moyenne de 1,3 % malgré des niveaux élevés liés aux dommages agricoles provoqués par Garance (+19 % en variation mensuelle en mars). Cette baisse ne s'explique que dans le contexte de la forte hausse des prix des produits frais en 2024 dans le sillage du passage du cyclone Belal. D'autre part, les prix des produits non-frais poursuivent leur hausse de 2,6 %. Les prix des services sont restés aussi dynamiques en 2025 que l'année précédente : ils progressent de 3,2 % (après +3,1 %) et contribuent à hauteur de 1,5 pp à la hausse générale. Enfin, les prix des produits manufacturés restent stables (+0,1 %, après +0,4 % en 2024).

Emploi : panne dans le public, reprise dans le privé

L'emploi dans le secteur public et dans le secteur privé affichent des trajectoires opposées. En 2025, après une hausse des emplois en 2024, le secteur public détruit des emplois nets, en lien avec la baisse du nombre d'emplois aidés dits PEC (parcours emploi compétence) de 12 000 à 10 000 contrats. Dans le même temps, le secteur privé, qui avait vu ses emplois diminuer légèrement en 2024, compense les pertes d'emplois publics en 2025 en créant de nouveau des emplois nets. Au total, le nombre d'emplois augmente modérément de 740 contrats, après +1 780 en 2024. Il s'agit de la

troisième plus faible progression de l'emploi enregistrée au cours des quinze dernières années.

Évolution des créations nettes d'emplois



Sources : Insee, estimations d'emploi : estimations trimestrielles

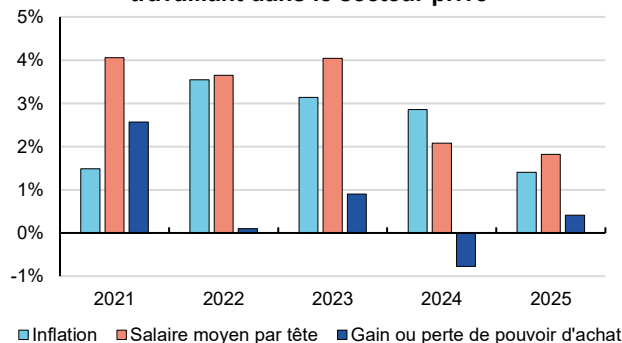
Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) à fin décembre augmente légèrement sur un an de 0,5 % pour les catégories A, B et C. Pour les catégories A, c'est-à-dire, les inscrits n'ayant eu aucun emploi au cours du mois, leur nombre augmente également de 0,5 %.

Le taux de chômage atteint 16,3 % de la population active en moyenne sur l'année 2025, après 17,4 % en moyenne en 2024. Il atteint son point le plus bas jamais enregistré, malgré le faible nombre de créations d'emploi. L'amélioration du taux d'emploi des seniors favorise cette évolution, grâce à une meilleure intégration sur le marché du travail, et de plus fortes incitations à rester en emploi.

Une consommation encore hésitante

La consommation des ménages reste peu dynamique, dans le prolongement d'une année 2024 déjà atone. Elle est fragilisée par l'attentisme des ménages qui reportent leurs décisions d'achats de biens durables, dont les importations diminuent une nouvelle fois (-4,9 %). Les recettes d'octroi de mer, une taxe assise sur l'importation ou la production de biens, se contractent de 3,7 % sur l'année et confirment ce recul. Dans ce contexte, le marché automobile se distingue. Après trois années de baisses successives (dont -10,1 % en 2024), les ventes de véhicules aux particuliers se redressent en 2025 (+7,0 %), sans toutefois retrouver les performances pré-Covid. À noter, les ventes de véhicules hybrides et électriques ont perdu leur *momentum* avec le relèvement de l'octroi de mer sur les véhicules électriques et l'assouplissement de la législation européenne sur les véhicules thermiques.

Évolution du pouvoir d'achat des ménages travaillant dans le secteur privé



Source : Acoss, Urssaf, Insee - ©IEDOM

Cette atonie de la consommation est d'autant plus surprenante que le salaire moyen par tête dans le secteur privé progresse désormais plus vite que l'inflation (respectivement +1,8 % contre +1,4 % en 2025), générant un léger gain de pouvoir d'achat pour les ménages. Dans ces conditions, leur épargne financière, mesurée par la valeur de leurs actifs déposés auprès des établissements bancaires locaux augmente de 5,9 % sur un an à fin 2025, après +3,4 %.

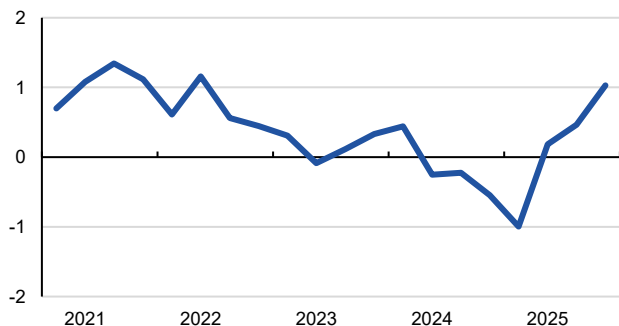
Par ailleurs, la vulnérabilité des ménages les plus fragiles financièrement demeure élevée. Le nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement à l'IEDOM atteint 2 044 dossiers, soit +19,3 % après +28,5 % l'année précédente. Cette évolution est supérieure à celle que connaît l'Hexagone (+9,8 %). Elle se reflète en partie dans les flux de monnaie fiduciaire, qui est le moyen de transaction le plus utilisé par ces ménages¹ : les versements auprès de l'IEDOM sont en retrait de 4,0 % en 2025, soit la plus forte diminution depuis l'introduction de l'euro (hors covid). D'après le baromètre Pigé réalisé auprès des Réunionnais, 2 sur 3 estiment parvenir difficilement à régler leurs dépenses courantes.

Les perspectives d'investissement retrouvent des couleurs

Après un creux observé au premier trimestre 2025, les prévisions d'investissement à 12 mois des entreprises répondant à l'enquête ont nettement rebondi, culminant à leur plus haut niveau depuis trois ans. Sur un an, les importations de biens d'investissement augmentent de 3,6 % (en valeur), après - 8,2 % en 2024. Les encours de crédits d'investissement (auprès des établissements bancaires installés localement) ont progressé de 3,9 % après +1,9 % l'année précédente.

S'agissant des ménages, l'investissement résidentiel redémarre en 2025, dans un contexte de baisse des taux. Le montant total des transactions réalisées augmente de 14,1 %, pour se rapprocher du montant total investi en 2023. Les encours de crédits immobiliers se redressent à +0,3 % à fin d'année (après -0,2 % l'année précédente), mais restent en retrait de leur tendance.

Solde d'opinion concernant les prévisions d'investissements



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - © IEDOM

¹ Les Réunionnais continuent de privilégier les espèces pour leurs achats du quotidien, n°740, avril 2023. Disponible ici :

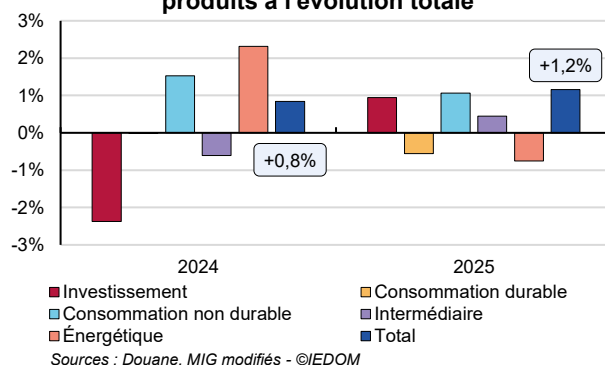
Le commerce extérieur progresse

Les importations progressent de 1,2 % sur un an après +0,8 % en 2024. Leur niveau demeure loin de leur pic de 2022, mais s'inscrit dans un environnement économique caractérisé par une plus faible inflation.

Les importations de biens de consommation non durable sont les principaux contributeurs à cette hausse (+1,1 point de pourcentage). Les importations de biens d'investissement rebondissent en 2025, contribuant de +0,9 pp à la hausse totale, tout comme les biens intermédiaires, mais dans une moindre mesure (+0,5 pp).

À l'inverse, la baisse du prix du baril de pétrole en 2025 a participé au repli des imports de biens énergétiques, qui contribuent négativement aux importations totales de l'ordre de - 0,8 pp. Enfin, les biens de consommation durables réduisent également les montants importés (- 0,6 pp).

Contribution des importations par groupe de produits à l'évolution totale



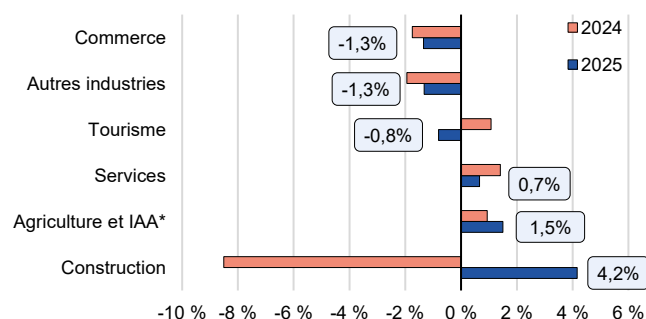
Les exportations s'inscrivent quant à elles en hausse modérée de 2,3 % en valeur, mais diminuent en volume. Les exportations de sucre retrouvent leur plus bas historique de 2023, après un rebond en 2024. Pour le reste de la filière, les exportations de rhum augmentent légèrement (+1,0 %) en 2025. Les exportations de poissons et crustacés enregistrent un recul de 2,9 %. Elles sont pénalisées par la baisse des ventes de légumineuses, dans un contexte d'incertitude sur les droits de douane des États-Unis, l'un des plus grands acheteurs de légumineuses, où les exportations plongent de 30 % en 2025.

<https://www.iedom.fr/Les-Reunionnais-continuent-de-privilégier-les-especes-pour-leurs-achats-du>

Le climat des affaires s'améliore dans presque tous les secteurs

La reprise économique s'est matérialisée inégalement dans les secteurs d'activité. Les entreprises répondant à l'enquête de conjoncture estiment que leur chiffre d'affaires (CA) a légèrement augmenté : +0,3 % en 2025 en moyenne, après -0,8 % l'année précédente. Mais cette moyenne masque une forte hétérogénéité.

Évolution du Chiffre d'affaires (CA) par secteur



* industries agroalimentaires

Source : IEDOM, enquête de conjoncture - ©IEDOM

Ces améliorations vont de pair avec la baisse de la vulnérabilité des entreprises puisque le nombre de défaillances en 2025 est en retrait (-1,2 %). La réduction des défaillances dans le secteur de la construction (-10,5 %) explique majoritairement cette baisse.

Léger regain d'optimisme pour les services marchands

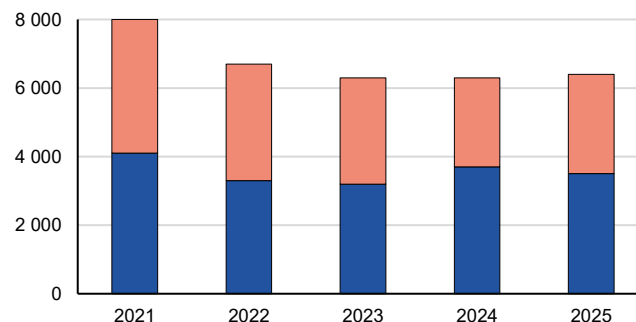
Alors que l'activité dans le secteur des services marchands a atteint un point bas au premier trimestre 2025, elle s'est progressivement redressée au cours de l'année. Celle-ci permet au secteur d'exhiber une croissance de son CA, bien que modeste (+0,7 %) selon les entreprises interrogées par l'IEDOM. Elle n'en demeure pas moins significative car ce secteur représente plus du tiers de la valeur ajoutée créée sur le territoire. Cette reprise s'accompagne d'une amélioration de la trésorerie des entreprises et d'un redressement des prévisions d'investissement à 12 mois.

Le secteur de la construction se relève

Le secteur de la construction connaît un regain d'activité à mi-année après 2 ans de baisse, selon les entreprises interrogées par l'IEDOM. Leur CA est de nouveau orienté à la hausse en 2025 (+4,2 %, après -8,5 % l'année précédente). Les prix de vente ont cessé de baisser et les charges d'exploitation se sont allégées dans le sillage de la modération des coûts des intrants. Ainsi, l'index général du bâtiment et des travaux publics de la CerBTP diminue de 0,1 %. Dans ce contexte, les défaillances des entreprises du secteur sont en net repli (-10,5 %), mais restent moitié plus élevées que sur la période précédant 2020. Pour la première fois depuis 2021, le nombre de mises en chantier de logements individuels a augmenté, de 2 600 à 2 900 logements. Pourtant, les soldes de gestion restent détériorés, reflétant une situation financière encore fragile, comme en témoignent des anticipations de défaillances plus élevées que dans les autres secteurs. Cette fragilité est accentuée par la baisse à fin septembre des crédits de paiement pour la construction publique, le génie civil et les

routes étaient en baisse par rapport à l'année dernière (-1,7 %). En particulier, la construction publique se situe en 2025 en transition avec la fin de projets structurants (aérogare de l'aéroport) et le début de nouveaux chantiers d'envergure (raccordement de la RN1 et de la NRL avec le retrait de l'autopont et la construction de l'échangeur définitif de la Possession).

Mises en chantier par type de logement



Source : Insee ©IEDOM

Le marché immobilier du neuf subit par ailleurs la fin des dispositifs fiscaux Pinel et Girardin. Le rythme de construction reste ainsi limité, même s'il suit la tendance des besoins en logements estimés par l'Insee et la DEAL de 6 000 logements par an dans une récente étude².

L'agriculture est secouée par Garance

Le secteur de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire a été affecté par le passage du cyclone Garance fin février 2025. Le cyclone a traversé l'île du Nord-est au Sud-ouest. Les effets cumulés des vents cycloniques et des pluies diluviennes ont causé des dégâts dans des exploitations déjà affaiblies par une sécheresse, pour des pertes agricoles estimées à 110 millions d'euros par une mission d'enquête gouvernementale. Toutes les productions ont subi des pertes de récoltes et de fonds (arbres, structures, etc...). 1,135 million de tonnes de cannes ont été récoltées, soit autant que le minimum historique de 2024, mais pour une richesse en sucre très inférieure (11,69 %, après 12,98 %). Certaines productions ont toutefois été plus élevées qu'attendu, comme pour les mangues, les fruits de la passion et surtout les letchis, suite à une floraison exceptionnelle. L'activité de la filière de l'élevage s'inscrit en hausse également, grâce aux volumes d'abattages de porcins qui progressent de 5,0 % (après +0,7 % en 2024). Pour l'industrie agroalimentaire, le passage du cyclone a parfois désorganisé les chaînes d'approvisionnement et fragilisé les unités de transformation, réorientant leur demande de matières premières vers les importations.

Dans ce contexte, le redressement de la productivité est resté modéré dans ce secteur. Les entreprises interrogées dans l'enquête de conjoncture déclarent une hausse de 1,5 % de leur CA en 2025 par rapport à 2024, une année déjà marquée par le passage du cyclone Belal. Ils constatent un affaiblissement des carnets de commandes en fin d'année, suivi d'une dégradation de leur trésorerie et un allongement

² 172 500 logements à construire entre 2021 et 2050, Insee Analyses Réunion, n°93, novembre 2024. Disponible ici : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8282207>

des délais de paiement. En revanche, leur ressenti est meilleur pour le volume d'activité et pour les effectifs.

Tourisme : fréquentation record, mais performance en demi-teinte

La fréquentation touristique du premier semestre 2025 prolonge les résultats d'une année record en 2024. Dans le sillage de la croissance du tourisme mondial, le trafic aérien progresse de 4,3 % sur l'année. Le nombre de nuitées en hôtellerie atteint un nouveau sommet grâce à une hausse sensible de 5,1 % en 2025, captée par l'Ouest et les établissements haut de gamme.

Ces performances ne se traduisent pas dans le moral des chefs d'entreprise du secteur interrogés par l'IEDOM, qui considèrent que leur volume d'activité reste limité. Bien que le tourisme extérieur soit dynamique, le tourisme local est quant à lui atone, diminué par la faible dynamique de consommation des ménages réunionnais.

Les chefs d'entreprise considèrent que leur trésorerie s'est tendue au fil de l'année, et jugent que leurs carnets de commandes se sont dégradés au deuxième semestre, en lien avec des réservations inférieures aux attentes pour 2026. La destination pourrait également perdre en attractivité à la suite des hausses de prix des carburants liées aux tensions internationales.

Le chiffre d'affaires diminue dans l'industrie et le commerce

D'après les chefs d'entreprise, leur chiffre d'affaires diminue de 1,3 % sur l'année dans le secteur industriel. Les répondants à l'enquête ont jugé que leur trésorerie et les délais de paiement ont été dégradés en 2025. A contrario le volume d'activité et les effectifs sont mieux orientés, tout comme les prévisions d'investissement. Les heures rémunérées sont dynamiques au second semestre en glissement annuel. L'incertitude est plus élevée dans ce secteur, plus exposé aux tensions géopolitiques qui pèsent sur les conditions d'approvisionnement. Touchées par les difficultés du secteur du BTP, l'industrie des matériaux de construction voit son volume d'activité se relever progressivement au fil de l'année, tout en étant toujours considéré comme dégradé.

L'activité dans le secteur du commerce se détériore quant à elle en 2025 selon les entreprises interrogées. Le chiffre d'affaires du secteur est encore orienté à la baisse (-1,3 %), mais dans une moindre mesure que l'année précédente. Les prix de vente dans le secteur baissent pour la deuxième année consécutive. Les prévisions d'investissement se distinguent par un certain regain d'optimisme, tandis que les délais de paiement se dégradent en fin d'année. L'amélioration des charges redresse la trésorerie des entreprises, en particulier dans le sous-secteur du commerce de détail et du commerce automobile.

L'activité bancaire finance le redémarrage de l'investissement

Progression des encours de crédits

À fin décembre 2025, l'endettement bancaire des ménages auprès des établissements installés localement (EFIL) augmente de 1,4 % sur un an, après +0,9 % en 2024. Elle s'inscrit dans un environnement de taux d'intérêt toujours plus favorable : le taux des crédits à l'habitat des ménages baisse de 76 pnb en 2025. Les encours de crédits à l'habitat progressent de 0,3 %, après une baisse exceptionnelle en 2024 (-0,2 %). Concernant les crédits à la consommation, ils évoluent au même rythme qu'en 2024 (4,4 % en 2024 et 4,5 % en 2025).

La trajectoire des encours de crédits des entreprises bénéficie de l'amélioration progressive du climat des affaires et de l'amélioration des conditions de financement. Le taux des crédits à l'équipement diminue de 64 points de base (pnb) en 2025. Ainsi, les encours des crédits à l'équipement augmentent de 4,2 % (1,2 % en 2024). À l'inverse, les crédits d'exploitation, qui représentent 14 % de l'encours total des crédits des entreprises, diminuent de 11,9 %, dans le sillage du remboursement des PGE contractés durant le covid.

Enfin, l'encours des crédits aux collectivités locales se contracte de -1,8 % (-0,1 % en 2024), dans le contexte de l'année précédant les élections municipales, qui reste peu propice au développement de nouveaux projets.

La collecte est positive pour tous les horizons de placements

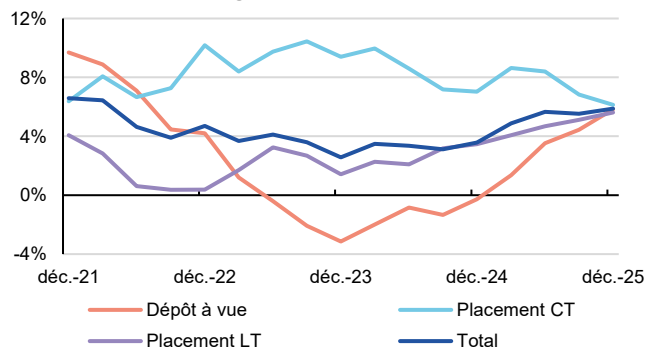
La dynamique de l'épargne bancaire des ménages collectée par les établissements locaux et non locaux repart à la

hausse. L'encours total collecté auprès de ces agents augmente de 5,9 %, après 3,6 % en 2024.

Les placements à court terme sont les seuls encours dont la croissance ralentit en 2025. Ils progressent de 6,1 % à fin décembre, proche de leur évolution annuelle moyenne sur dix ans. La baisse des taux d'intérêts des livrets réglementés a réduit l'attractivité de ce placement, et a pu ralentir la collecte, qui est également visible au niveau national.

L'encours des dépôts à vue a la tendance la plus marquée. Tout comme au niveau national, il évolue positivement après une décollecte en 2023 et en 2024. Ainsi, l'année 2025 se

Évolution de l'épargne des ménages en glissement annuel



termine par une progression de 5,8 % des dépôts à vue des ménages.

L'épargne de long terme (dont assurance-vie distribuée par les banques) progresse de 5,6 % à fin décembre 2025. Elle croît deux fois plus vite que sa moyenne sur dix ans.

S'agissant des entreprises, les encours des dépôts et placements bancaires augmentent de 6,0 % sur un an.

Concentrant l'essentiel de l'encours, les dépôts à vue rebondissent après trois années de baisse, en lien avec les remboursements de prêts garantis par l'État. La hausse des dépôts à vue est de 5,3 % sur un an. Les placements liquides sont également en croissance de 5,7 %.

2026 : le retour de la confiance ?

Après une année 2024 de croissance molle et une année 2025 de reprise timide, les conditions économiques pour une accélération de la croissance en 2026 à La Réunion semblaient réunies. L'inflation a baissé en deçà du rythme de progression des salaires, libérant de nouveau du pouvoir d'achat pour les consommateurs. Les taux d'intérêt ont également reflué, améliorant les conditions de financement des investisseurs particuliers et des entreprises.

Toutefois, le niveau d'incertitude de l'environnement économique international, qui a significativement augmenté en 2025 avec la mise en œuvre d'une nouvelle politique commerciale aux États-Unis, est resté élevé début 2026. En particulier, le conflit armé qui oppose Israël et les États-Unis à l'Iran a perturbé le commerce international des hydrocarbures : des capacités de production de gaz et de pétrole au Moyen-Orient ont été endommagées, alors que la circulation des tankers par le détroit d'Ormuz est désormais entravée.

Pour La Réunion, les conséquences de ce conflit se sont déjà matérialisées en avril par le renchérissement du coût des produits pétroliers (essence, fioul, carburants

Un risque bancaire en hausse mais maîtrisé

Les risques bancaires sont globalement maîtrisés malgré la hausse des encours. Les créances douteuses (c'est-à-dire lorsqu'un risque de non-remboursement de la créance est identifié) augmentent de 2,3 % sur un an. Ces créances non performantes représentent 4,0 % du total des encours à fin 2025, comme en 2024. Elles se stabilisent au niveau pré-covid (4,0 % entre 2015 et 2019). Le taux de provisionnement est quant à lui de 39,8 % en fin d'année, toujours sous son niveau pré-pandémie (55,5 % en 2015-2019).

pour avion), dont le secteur des transports de l'île est dépendant. L'ampleur exacte de son impact sur la hausse générale des prix et *in fine* sur le pouvoir d'achat des ménages est difficile à prédire, car étroitement lié à sa durée. D'ores et déjà cette situation augure d'une inflation un peu plus forte et d'une croissance plus faible qu'attendu pour le territoire en 2026.

Par ailleurs, les marges de manœuvre budgétaires restent contraintes par les efforts de réduction du déficit public national. Les débats parlementaires du projet de loi de Finances 2026 sur la suppression des aides publiques à l'investissement en Outre-mer et la modulation des exonérations LODEOM ont illustré le risque financier pour les DCOM d'être pleinement associés à l'effort de consolidation nationale.

Dans ce contexte, l'économie de La Réunion devrait cependant rester bien orientée en 2026. Elle peut compter sur un tissu entrepreneurial assaini, une dynamique démographique encore favorable et le soutien des établissements bancaires implantés localement.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : **Philippe La Cognata** ■ Responsable de la rédaction : **Nicolas Gobaraja**

Rédaction : **Sébastien Aubert**